



Communauté de Communes du Pays de Sancey-Belleherbe  
Commune de Rahon (25)



**Création d'une déchetterie intercommunale**  
Description du projet

Date :	Indice :	Libellé :	Etabli par :	Vérifié par :
15/06/2022	00	Création du document	AM	JPR
19/08/2022	01	Mise à jour après avis DREAL	AM	JPR
—	02	—	—	—

J.D.B.E

83 rue de Dole – Immeuble « Le Major »  
25 000 Besançon



## SOMMAIRE

<b>I. OBJET.....</b>	<b>1</b>
I.1. CONTEXTE DE L'OPERATION.....	1
<b>II. CARACTERISTIQUES DU PROJET .....</b>	<b>1</b>
II.1. SITUATION GENERALE ET PERIMETRE DU PROJET .....	1
II.2. DESCRIPTION DU SITE EXISTANT.....	2
II.3. DESCRIPTION DU PROJET .....	3
II.3.1. Collecte des déchets : .....	4
II.3.2. Accès et circulation : .....	4
II.3.3. Autres aménagements : .....	4
II.4. ORIGINE ET NATURE DES DECHETS ADMIS .....	4
<b>III. REGLEMENTATION CONCERNEE.....</b>	<b>5</b>
III.1. RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE ICPE.....	5
III.1. RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU .....	6
III.2. SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX PLUVIALES (SDAGE).....	7
<b>IV. DOCUMENT D'INCIDENCE .....</b>	<b>8</b>
IV.1. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT .....	8
IV.1.1. Etude de sol .....	8
IV.1.2. Hydrographie et écoulement.....	9
IV.1.3. Données climatiques.....	9
IV.1.4. Milieux naturels.....	10
IV.1.5. Risques naturels majeurs.....	12
IV.2. ETUDE D'INCIDENCE DU PROJET .....	13
IV.2.1. Incidence sur l'environnement du projet.....	13
IV.2.2. Impacts sur l'hydrologie et l'hydrogéologie .....	13
IV.2.3. Effet sur la qualité des eaux - Pollution véhiculée par les eaux pluviales.....	14
IV.3. COMPTABILITE DU PROJET AVEC LES OBJECTIFS DU SDAGE ET DE L'EPTB.....	20
IV.3.1. Comptabilité avec les orientations du SDAGE.....	21
IV.3.2. Compatibilité avec les objectifs de l'EPTB Saône et Doubs.....	21

## **Liste des tableaux**

Tableau 1 : Nomenclature ICPE concernant le projet .....	6
Tableau 2 : Nomenclature loi sur l'eau .....	6
Tableau 3 : Flux de véhicules pour l'année 2021 sur l'ancienne déchetterie .....	16
Tableau 4 : Données pour le calcul des charges de pollution chronique (Source : Hydreel / Aout 2022).....	17
Tableau 5 : charges unitaires annuelles par ha imperméabilisé pour 50 v/jr selon la méthode de calcul SETRA 2006) .....	17
Tableau 6 : Résultats classification des eaux après filtres plantés .....	18
Tableau 7 : Compatibilité du projet avec le SDAGE et l'EPTB .....	21
Tableau 8 - Compatibilité du projet avec le SDAGE et l'EPTB .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

## **Liste des figures**

Figure 1 : Localisation du site de la future déchetterie de Rahon [25] .....	1
Figure 2 : Périmètre concerné par la déchetterie .....	2
Figure 3 : Site existant .....	2
Figure 4 : Plan masse du projet .....	3
Figure 5 : Carte géologique du secteur (Géoportail).....	8
Figure 6 : Températures moyennes de la station météorologique de LOMONT (1981-2010 - InfoClimat.fr).....	9
Figure 7 : Pluviométries moyennes de la station météorologique de LOMONT (1981-2010 - InfoClimat.fr) .....	10
Figure 8 – Localisation des ZNIEFF autour du projet (Source : Géoportail) .....	11
Figure 9 : Localisation des aléas retrait/gonflement des argiles (Source : Géorisque).....	12

## **Liste des annexes**

Annexe 1 – Plan de masse du Projet
Annexe 2 – CCPS Rahon-Déchetterie_DLE ind01
Annexe 3 – Etude géotechnique ALIOS – novembre 2013
Annexe 4 – Calcul des charges de pollution chronique des eaux de ruissellement SETRA - 2006
Annexe 5 - Avis du président usage futur du site
Annexe 6 - Avis du Maire en cas de cessation d'activité

## I. OBJET

### I.1. Contexte de l'opération

La Communauté de Communes comprend 27 communes représentant une population totale d'environ 5400 habitants. Elle gère actuellement une déchetterie sur la commune de Vellerot-lès-Belvoir disposant d'une autorisation d'exploitation provisoire délivrée par la DREAL. L'objectif est la réalisation d'une déchetterie intercommunale définitive adaptée.

## II. CARACTERISTIQUES DU PROJET

### II.1. Situation générale et périmètre du projet

Ce projet prend place sur un terrain d'environ 1,39 hectares sur les parcelles A211, A538, A539, A542 et A208 dont la Communauté de communes est propriétaire. Sur ce terrain, l'aménagement s'étendra sur une surface de 8600 m<sup>2</sup> environ dont 4600 m<sup>2</sup> de voiries. Ce site est localisé « Chemin de Caspouille » à environ 600 mètres des premières habitations du village.

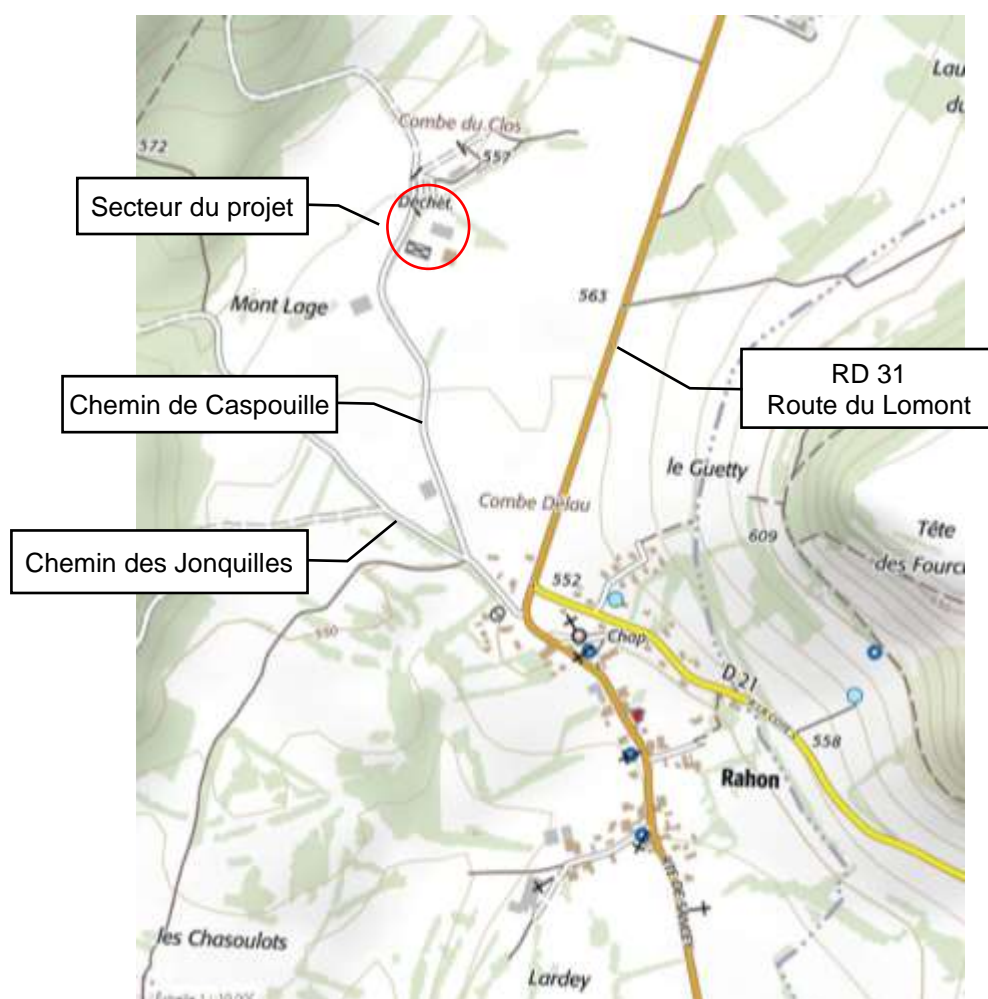


Figure 1 : Localisation du site de la future déchetterie de Rahon [25]

Selon l'article R512-46-11 du code de l'environnement, la seule commune concernée par la déchetterie dans un rayon de 1km est Rahon elle-même.

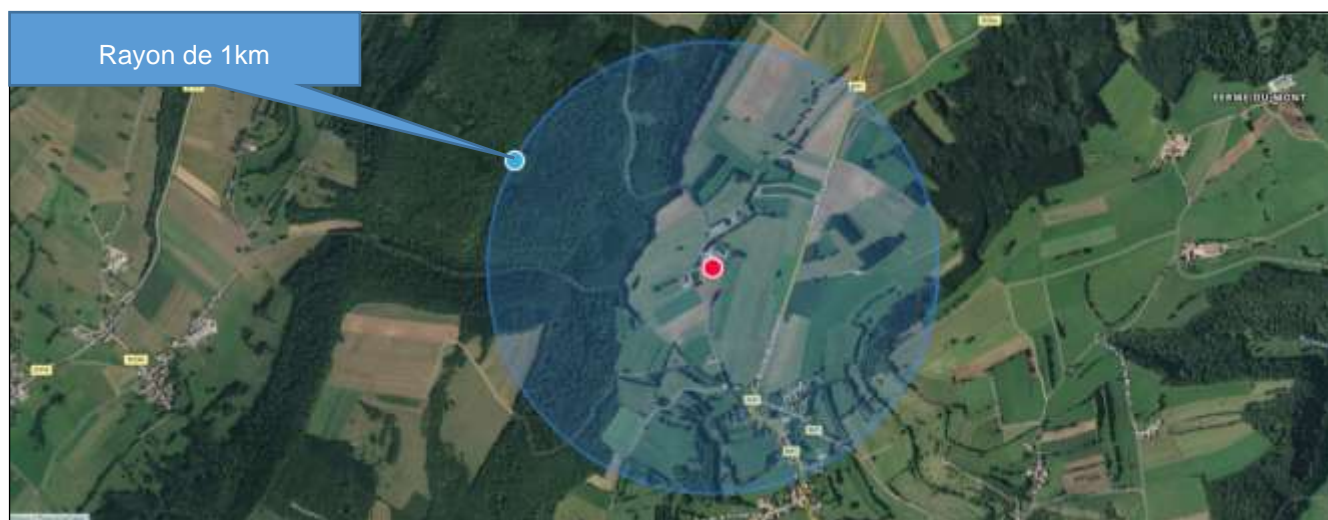


Figure 2 : Périmètre concerné par la déchetterie

## II.2. Description du site existant

L'objectif est de développer l'accueil et la valorisation de diverses filières de déchets par la mise en place de bennes, des conteneurs, des locaux et aires de broyage et stockage et par un nouvel aménagement garantissant l'accès aux usagers.

Actuellement, le site est occupé par une ancienne unité de méthanisation dont l'activité a été arrêtée, et par des serres utilisées pour la production de spiruline. La figure 3 ci-dessous présente le site existant

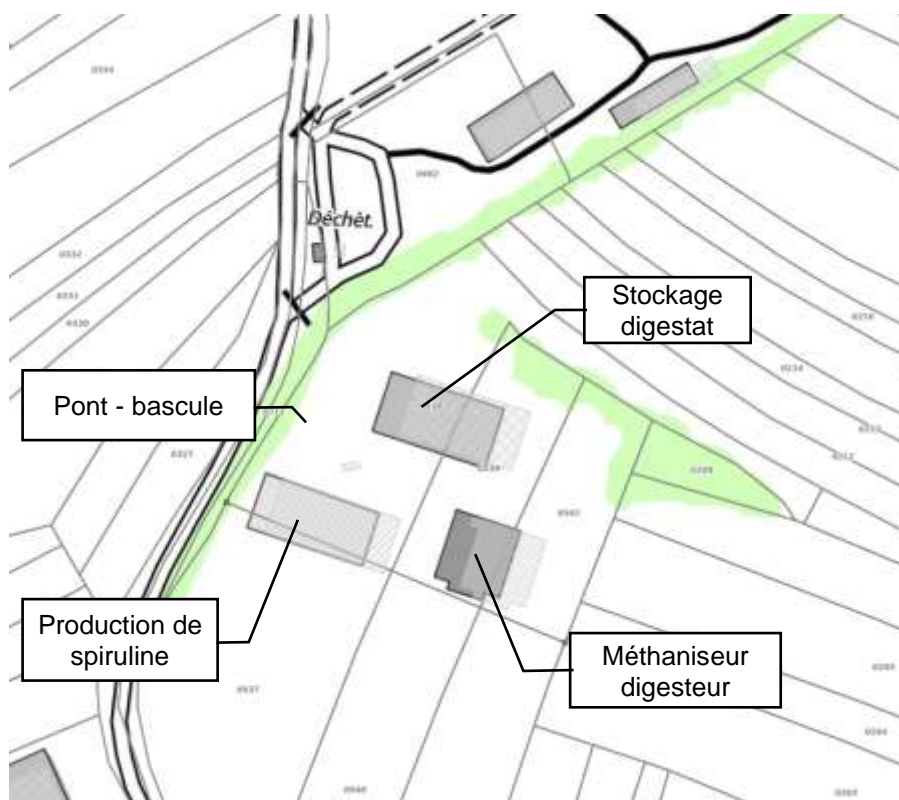


Figure 3 : Site existant



Ce site est occupé par 3 bâtiments principaux qui ne sont plus en activité :

- Un méthaniseur/digesteur à 4 compartiments
- Un bâtiment de stockage de digestats avec une première partie couverte et une seconde non couverte
- Une serre de production de spiruline

Il comporte également un pont-bascule.

Le choix de ce site a été porté par la volonté de réhabiliter les structures de l'usine de méthanisation en les intégrant dans le projet de la déchetterie. La future déchetterie s'orientera autour du bâtiment de stockage dont la structure sera sauvegardée et le méthaniseur sera reconverti en une zone de stockage de déchets verts et gravats. L'accès et les voiries seront revus afin de concorder à la nouvelle destination du lieu.

Les serres de production ne seront pas concernées par l'aménagement, hormis au niveau de leur accès.

La zone est déjà desservie par les réseaux publics d'adduction d'eau potable et électrique. Il n'y a pas de réseau de télécommunication, mais les échanges futurs se feront par voie GSM. Les eaux pluviales du site actuel sont actuellement infiltrées sur place.

### II.3. Description du projet

L'objectif est de développer l'accueil et la valorisation de diverses filières de déchets par la mise en place de bennes, des conteneurs, des locaux et aires de broyage et stockage et par un nouvel aménagement garantissant l'accès aux usagers.

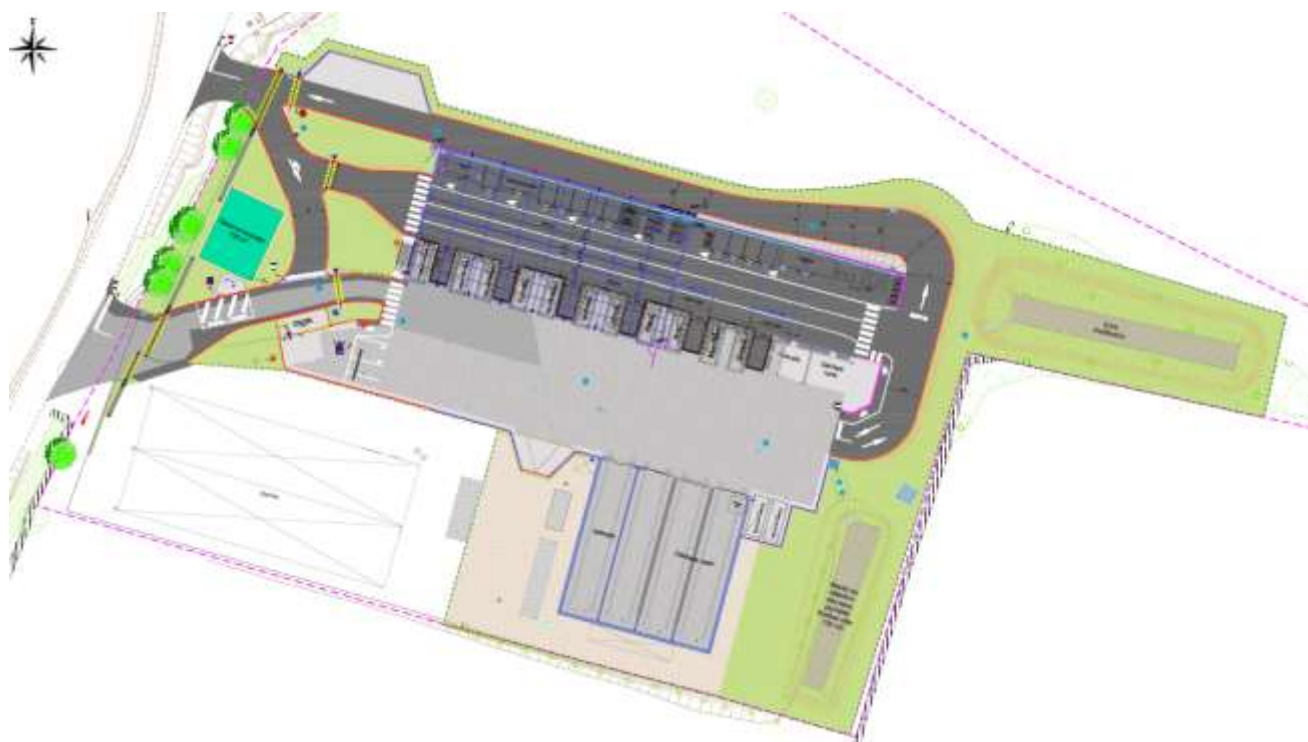


Figure 4 : Plan masse du projet

Voir Annexe 1 – Plan de masse du Projet

Le projet a été conçu en retenant les principes suivants :

### II.3.1. Collecte des déchets :

- Modification du bâtiment de stockage existant afin d'accueillir une plateforme servant de quais surélevés.
- Aménagement de 12 emplacements de bennes en bas de quais
- Aménagement d'une plateforme de dépôt et de stockage au sol des déchets verts et des gravats, accessible depuis le haut de quai
- Modifications du méthaniseur digesteur afin d'accueillir une seconde aire de stockage au sol des déchets verts et des gravats
- Pose de locaux d'exploitation type bungalow pour les agents d'exploitation
- Pose de locaux de type conteneurs/bungalow pour le stockage des différents déchets en haut de quai
- Création d'une aire pour implanter des PAV et des bornes de collectes de textile

### II.3.2. Accès et circulation :

- Les voies d'accès de circulation ont été conçues de manière à séparer les flux de véhicules légers des usagers et les poids lourds de l'exploitation, grâce à deux accès distincts.
- Les accès d'usager au site seront contrôlés par la présentation d'un badge. En amont de la barrière d'accès, les usagers disposeront d'un aménagement permettant le retournement ponctuel des véhicules refusés au stade de l'identification
- Une zone spécifique, liée à un accès large a été conçue pour les secours

### II.3.3. Autres aménagements :

- Création d'un bardage bois sur le bâtiment de stockage existant
- Création d'un bâtiment modulaire à vocation de local pédagogique de (24m<sup>2</sup>) afin de sensibiliser les usagers de la déchetterie
- Création de deux emplacements de bennes en attente
- Aménagement des dispositifs de sécurité réglementaires
- Création d'un bassin de rétention des eaux pluviales ainsi que d'un bassin d'infiltration

Création d'une plateforme pour la réserve à incendie

## II.4. Origine et nature des déchets admis

Le périmètre géographique de provenance des déchets réceptionnés sur la déchetterie de Rahon est constitué de l'ensemble des communes de la Communauté de Communes du Pays de Sancey-Belleherbe.

Les déchets admis sur le site sont des natures suivantes :

- Huiles minérales
- Huiles végétales
- Néons et ampoules
- Piles
- Batteries
- Cartouches d'encre
- Capsules de café (Dolce Gusto et Nespresso)
- Livres
- Polystyrènes
- Films plastiques
- Couettes et coussins
- Roues
- Textile
- Déchets d'Equipements Electrique et Electronique (DEEE)
- Objets usagés destinés au réemploi
- Meubles usagés destinés au réemploi
- Huisseries

- Déchets diffus spécifiques (DDS)
- Verre
- Papiers, journaux, magazines
- Cartons,
- Bois,
- Ferraille,
- Déchets d'ameublement (DEA)
- Végétaux
- Gravats
- Non valorisable
- Pneus

---

### III. REGLEMENTATION CONCERNEE

---

#### III.1. Rubrique de la nomenclature ICPE

Depuis la publication du décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 (JO du 16 octobre 2007) créant le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est constituée par la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement et la liste, prévue au b du 8 du I de l'article 266 sexies du code des douanes, des activités qui font courir, par leur nature ou leur volume, des risques particuliers à l'environnement.

D'après le décret n° 2018-458 du 06/06/18 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les déchetteries sont soumises :

- A Déclaration rubrique 2710-1 (déchets dangereux) - Arrêté du 27/03/12
- A Enregistrement rubrique 2710-2 (déchets non dangereux) - Arrêté du 26/03/12
- A Enregistrement rubrique 2794 (Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux - broyage de déchets verts sur site) - Arrêté du 06/06/18

#### Rappel réglementaire relatif aux contrôles périodiques :

*Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 du code de l'Environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les 6 mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58.*

**Exception pour les installations relevant de la déclaration lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement (article R512-55)**

Les activités présentes sur la future déchèterie soumises aux prescriptions inscrites dans la nomenclature des ICPE sont répertoriées dans le tableau page suivante :



Tableau 1 : Nomenclature ICPE concernant le projet

Rubrique	Désignation	Régime
2710 - 1	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 1. Collecte de <b>déchets dangereux</b> : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 7 t .....(A) <b>Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7t..... (DC)</b>	DC
2710 - 2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 2. Collecte de <b>déchets non dangereux</b> : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : <b>Supérieur ou égal à 300 m³ .....(E)</b> Supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³... (DC)	E
2794	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux. La quantité de déchets traités étant : <b>Supérieur ou égal à 30t/j .....(E)</b> Supérieur ou égal à 5t/j, mais inférieure à 30t/j..... (D)	E

Détail des volumes traités relatifs aux rubriques concernées :

- Rubrique 2710-1 : Un local de 22m² est prévu pour le stockage des déchets dangereux (DMS). Dans ce local, sera prévu :
  - 2 bacs + 1 kerdane + 8 cc + 1 fût
  - 2 bacs + 1 EVS + 6 cc + 1 fût
- Rubrique 2710-2 : 13 bennes de 30m³ soit minimum 390m³ de stockage maximum sur le site.
- Rubrique 2794 : un tonnage de déchets verts moyen annuel est estimé à moins de 400 t/an de déchets verts. 3 à 4 broyages annuels sont réalisés par une entreprise qui vient avec son broyeur mobile. Le broyat est emmené chez les agriculteurs partenaires pour de l'éco-compostage. La quantité de déchets traitée pour une journée de broyage est d'environ 100 t/jr.

### III.1. Rubrique de la nomenclature Loi sur l'eau

Le projet de déchetterie est également soumis à la réglementation de la loi sur l'eau pour la gestion des eaux pluviales.

Tableau 2 : Nomenclature loi sur l'eau

Rubrique	Désignation	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha .....(A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha .....(D).	D

La surface totale du projet représente **13,8 ha**, dont une partie ne sera pas aménagée, **ce qui est inférieur à 20 ha**.

**Le projet est donc soumis à déclaration**

Un DLE sera joint en annexe de ce document de demande d'enregistrement. (Annexe 2 – CCPS Rahon-Déchetterie\_DLE ind01)

### III.2. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Pluviales (SDAGE)

Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée est le plan de gestion de la DCE (Directive Cadre sur l'Eau) mis en place pour atteindre ses objectifs environnementaux. Il fixe les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la DCE ainsi que les orientations de la conférence environnementale sur les bassins versants du Rhône, de ses affluents et des fleuves côtiers formant le grand bassin Rhône-Méditerranée. Son contenu est précisé par arrêté ministériel.

Révisé tous les 6 ans, la deuxième phase a été approuvée par arrêté préfectoral le 3 décembre 2015.

Ce nouveau SDAGE est principalement axé sur **l'adaptation au changement climatique**. S'adapter au changement climatique, c'est en premier lieu économiser l'eau, mieux la partager entre les différents usages et créer des ressources de substitution lorsque cela s'avère nécessaire.

C'est aussi lutter contre l'imperméabilisation des sols qui augmente les ruissellements vers les eaux de surface et réduit la recharge des nappes souterraines. Une nouvelle disposition du SDAGE incite les collectivités, dans le cadre de leurs documents d'urbanisme, à **compenser l'urbanisation de nouvelles zones par la désimperméabilisation de surfaces déjà aménagées, à hauteur de 150% de la nouvelle surface imperméabilisée**.

Le SDAGE comprend 9 orientations fondamentales :

- OF 0 : S'adapter aux effets du changement climatique Préserver et restaurer les zones humides
- OF 1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- OF 2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques
- OF 3 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement
- OF 4 : Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
- OF 5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- OF 6 : Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides
- OF 7 : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- OF 8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Un programme d'actions dans les territoires visant à réduire les pollutions à économiser l'eau ou restaurer les rivières aura pour **objectif d'avoir 66% des masses d'eau en bon état écologique en 2021**.

## IV. DOCUMENT D'INCIDENCE

### IV.1. Analyse de l'état initial du site et de son environnement

#### IV.1.1. Etude de sol

##### IV.1.1.1. *Géologie du secteur*

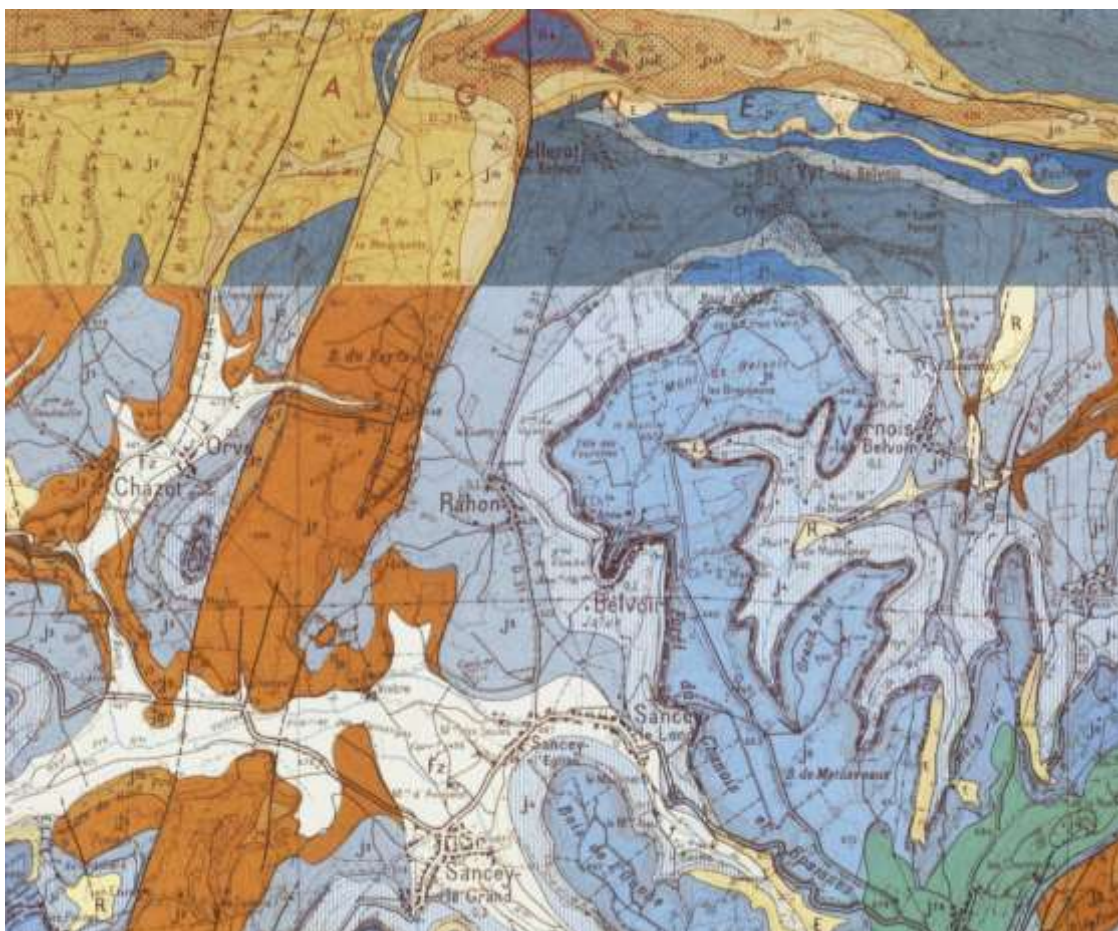


Figure 5 : Carte géologique du secteur (Géoportail)

##### IV.1.1.2. *Synthèse géotechnique*

Une étude géotechnique a été réalisée en 2013 par le bureau ALIOS, comprenant 6 sondages destructifs, 7 sondages à la pelle mécanique et 3 pénétromètres réparties sur la plateforme préalablement à la réalisation de l'unité de méthanisation. Le projet prend place sur cette même plateforme, et n'est pas de nature à compromettre la structure du terrain existante, nous considérons ces investigations valables et suffisantes pour l'étude du projet de déchetterie.

#### **Voir Annexe 3 : Etude géotechnique ALIOS – novembre 2013**

Les sondages réalisés sur l'ensemble du projet ont mis globalement en évidence les couches géologiques suivantes :

- ✓ **Remblais** constitués de graviers et blocs calcaires issus de décapage jusqu'à 0,15 à 1,70m
- ✓ **Argiles limoneuses à limons argileux et calcaires fracturés** jusqu'à 1,40 m

✓ **Substratums calcaires à passées fracturées au-delà**IV.1.2. Hydrographie et écoulement*IV.1.2.1. Les eaux superficielles*

Le projet est situé dans le bassin versant hydraulique *Le Doubs de du ruisseau du Bief au Cusancin*.

La commune de Rahon n'est traversée par aucun cours d'eau. La topographie du territoire indique un écoulement naturel en direction du ruisseau de la Baume à Sancey, situé cependant à 2,6 km de la zone du projet. D'après les investigations de traçages souterrains de la DREAL, ce ruisseau prend fin dans la commune de Chazot, les eaux transitent ensuite en souterrain jusqu'au Cusancin, au niveau du Val de Cusance.

*IV.1.2.2. Les eaux souterraines*

La masse d'eau concernée au niveau du projet est nommée :

→ **FRDG153 « Calcaires jurassiques et Crétacés du Haut-Doubs »**

Cette entité se situe au centre du Jura, dans sa partie dite interne. Elle est plus exactement limitée au nord par la montagne de Lomont, au nord-est par la vallée du Doubs, au sud-est par la ligne de partage des eaux entre le bassin du Doubs coté entité et le bassin du Rhin côté suisse, ligne de partage des eaux difficile à tracer du fait des structures complexes et de la nature karstique des formations. Il s'agit d'un secteur où alternent les zones à relief montagneux et les zones de plateaux. L'altitude est élevée, de 800 à plus de 1 400 m. Le taux de boisement est assez fort. L'agriculture est vouée à l'élevage laitier.

IV.1.3. Données climatiques

Les données climatiques sont issues de la station météorologique de LOMONT, située à Vyt-lès-Belvoir à 4,3 km du site concerné.

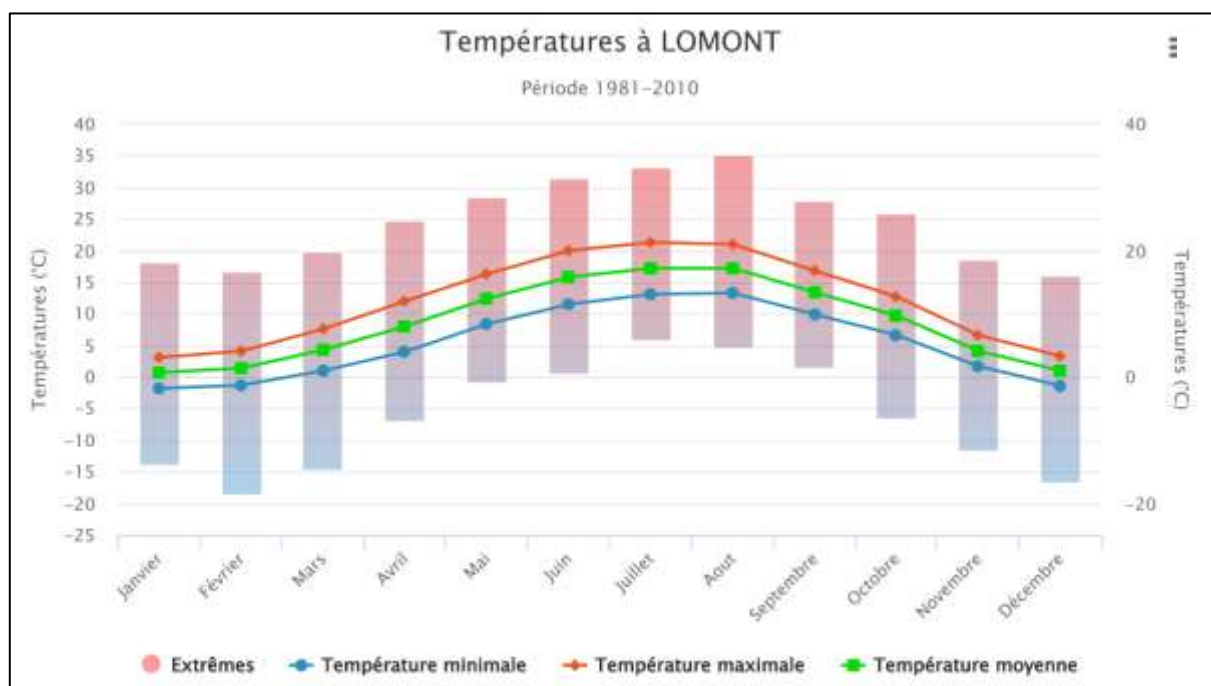
*IV.1.3.1. Températures*

Figure 6 : Températures moyennes de la station météorologique de LOMONT (1981-2010 - InfoClimat.fr)

#### IV.1.3.2. Pluviométrie

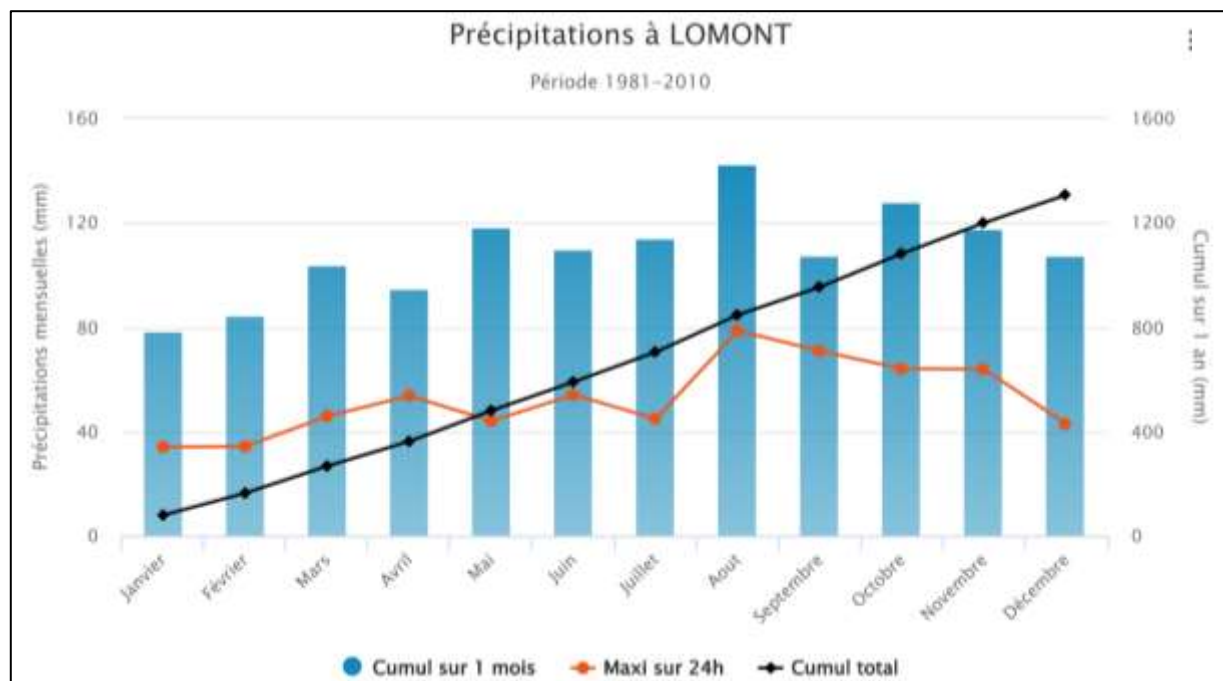


Figure 7 : Pluviométries moyennes de la station météorologique de LOMONT (1981-2010 - InfoClimat.fr)

La précipitation annuelle moyenne est de 1306,8 mm sur la station de LOMONT.

#### IV.1.4. Milieus naturels

##### IV.1.4.1. Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique et Floristique (ZNIEFF)

Les Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique (ZNIEFF) sont des inventaires de niveau national, sans mesure de protection particulière mais qui constituent une base de connaissance importante. Deux types de ZNIEFF sont différenciés :

- Niveau 1 : qui présentent des espèces remarquables
- Niveau 2 : qui sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés.



**Le projet n'est pas concerné par une ZNIEFF.**

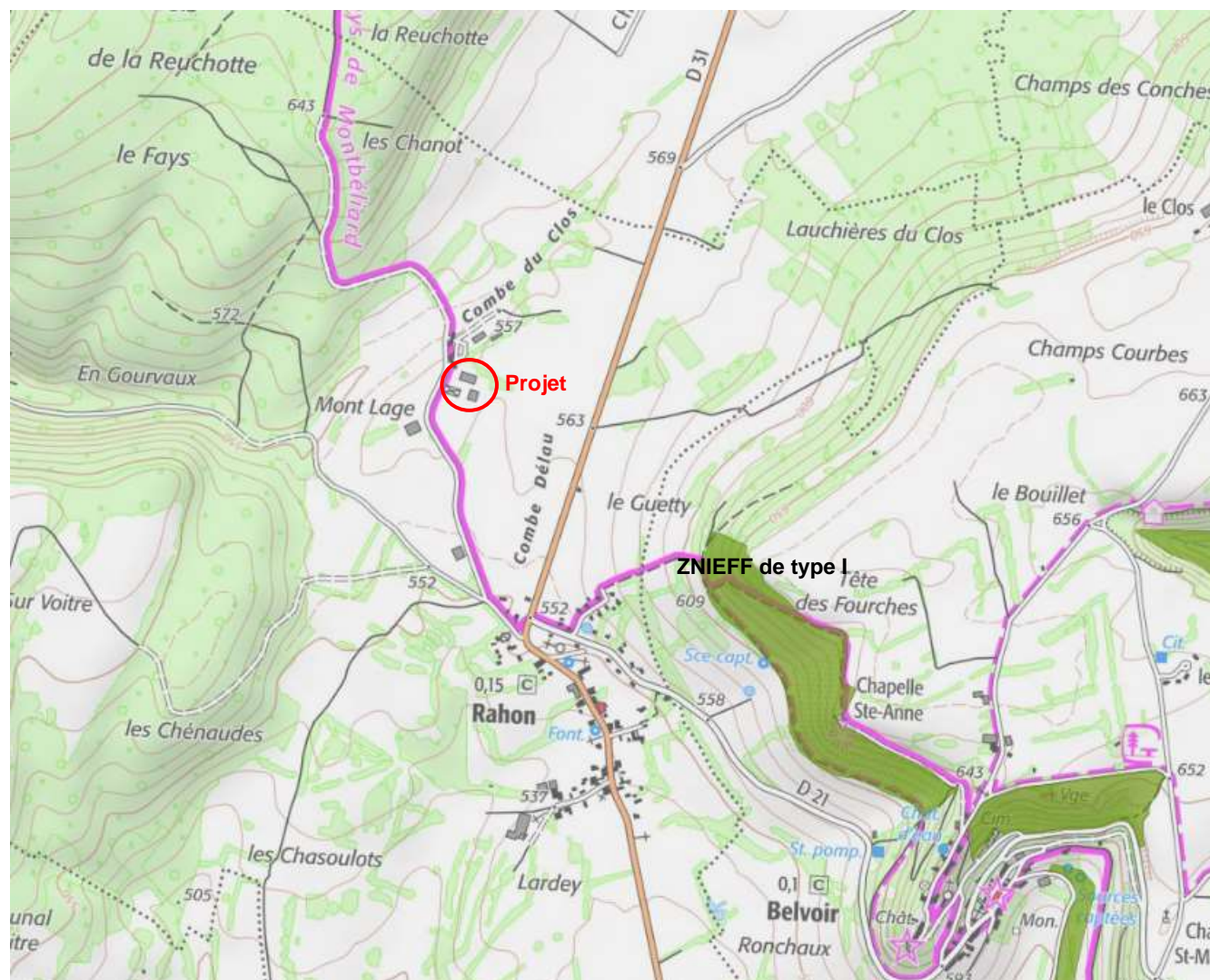


Figure 8 – Localisation des ZNIEFF autour du projet (Source : Géoportail)

#### IV.1.4.2. Zone Natura 2000

Le réseau européen Natura 2000 a pour objectif de préserver la diversité biologique en Europe en assurant la protection d'habitats naturels exceptionnels en tant que tels ou en ce qu'ils sont nécessaires à la conservation d'espèces animales ou végétales.

Ce réseau rassemble les inventaires ZICO (zone importante pour la conservation des oiseaux) et SIC (site d'intérêt communautaire) ainsi que des sites ZPS (zone de protection spéciale) et ZSC (zone spéciale de conservation).

**La commune de Rahon ne fait pas partie d'une zone Natura 2000 ni d'une ZICO.**

Les zones Natura 2000 les plus proches sont les suivantes :

- **FR4312017** « Vallées du Dessoubre, de la Reverotte et du Doubs », site de la directive "Oiseaux" statut ZPS. Située à environ 7 km au niveau de Lavirus et 9 km au niveau de la Vallée du Dessoubre
- **FR4312010** « Moyenne vallée du Doubs », site de la directive "Oiseaux" statut ZPS. Située à environ 9,5 km au niveau du Cusance



#### IV.1.4.3. Arrêté de protection du biotope

Le projet n'est concerné par aucun arrêté de protection de biotope.

#### IV.1.4.4. Zones humides

Aucune zone humide n'est répertoriée par la DREAL sur le site et aux alentours du projet.

#### IV.1.5. Risques naturels majeurs

#### IV.1.5.1. Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI)

La commune n'est concernée par aucun Plan de Prévention du Risque Inondation (P.P.R.I.)

#### IV.1.5.2. Risque sismique

Classification sismique du sol, selon l'Eurocode 8 (Mai 2011) :

- **Zone de sismicité 3 moyen**, d'après le Nouveau Zonage Sismique ;
- Sol de **Classe A** : Rocher recouvert pas moins de 5 ml d'un matériau moins résistant

#### IV.1.5.3. Risque retrait gonflement des argiles

Les phénomènes de retrait-gonflement des argiles sont dus pour l'essentiel à des variations de volume de formations argileuses sous l'effet de l'évolution de leur teneur en eau. Ces variations se traduisent par des mouvements différentiels de terrain, susceptibles de provoquer des désordres au niveau du bâti.

D'après les données BRGM, la zone du projet se trouve en aléa moyen vis-à-vis du risque retrait et gonflement d'argiles.

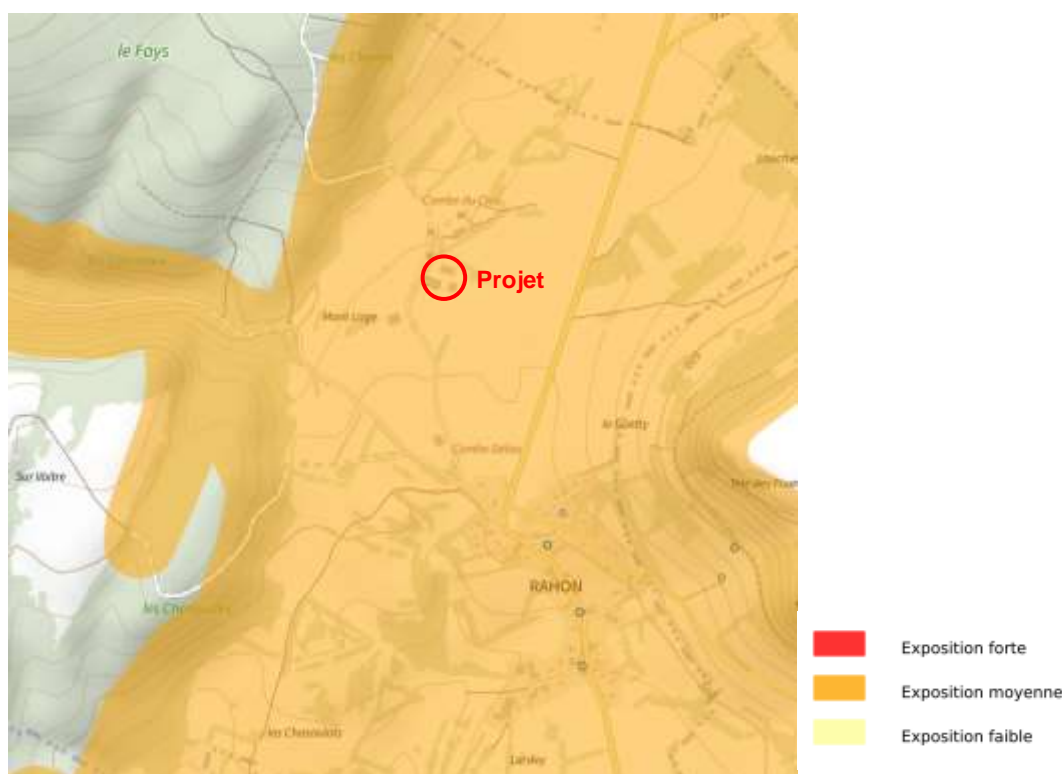


Figure 9 : Localisation des aléas retrait/gonflement des argiles (Source : Géorisque)

#### *IV.1.5.1. Périmètres de captage*

**Le projet n'étant pas situé dans l'emprise d'un périmètre de protection de captage d'eau potable, il n'aura aucun impact sur les captages situés à proximité.**

### IV.2. Etude d'incidence du projet

#### IV.2.1. Incidence sur l'environnement du projet

Le projet n'est pas concerné par des zones d'intérêt environnemental (ZNIEFF et Natura 2000 ou corridor définis par la trame verte et bleue). De plus le terrain utilisé est déjà aménagé et occupé par un ancien site de méthanisation, qui sera réhabilité.

Les modifications notables de l'environnement se trouvent dans la création du bassin d'infiltration pour la restitution des eaux pluviales au milieu naturel. L'éventuel agrandissement de la déchetterie à terme, la topographie du terrain et le foncier disponible ont défini l'unique zone restante propice à l'implantation de cet ouvrage. Il s'agit de l'espace partiellement boisé situé à l'est du projet, dont une partie sera partiellement détruite pour la création du bassin.

Ce reliquat de bosquet située entre deux parcelles agricoles s'étend sur une surface d'environ 800 m<sup>2</sup> et ne présente aucune valeur environnementale, tant sur l'aspect faunistique que floristique.

**Le projet n'aura aucune incidence sur les zones environnementales.**

#### IV.2.2. Impacts sur l'hydrologie et l'hydrogéologie

L'impact d'un tel aménagement sur le milieu est à la fois hydraulique (augmentation des débits de ruissellement) et qualitatif (dégradation de la qualité de l'eau superficielle).

##### *IV.2.2.1. Modifications des conditions d'écoulement des ruissellements naturels*

La création de nouvelles surfaces imperméabilisées et de réseaux de collecte des eaux pluviales entraîne, d'un point de vue hydraulique, une augmentation des vitesses d'écoulements. Il en résulte une augmentation sensible des débits de pointe de ruissellement en aval.

Le débit de pointe, calculé à l'exutoire du projet, correspond au débit atteint lorsque l'ensemble des eaux recueillies sur le site a été concentré au droit de cet exutoire. Ces débits, très forts, peuvent engendrer des désordres sur les ouvrages et le milieu en aval.

Il n'y a pas de réseau d'eau pluviale existant dans lequel évacuer les eaux de ruissellement. Actuellement il existe une tranchée filtrante sous la plateforme existante, dont on ne connaît pas les capacités d'infiltration mais que l'on peut considérer comme insuffisantes pour le nouveau projet.

L'étude de sol nous indique une perméabilité du sol permettant le rejet au milieu naturel par infiltration. Comme la surface imperméabilisée est grande, il est nécessaire de stocker les eaux de ruissellement afin de rejeter ces dernières au milieu naturel avec un débit régulé adapté à la capacité d'infiltration du sol.

Les eaux pluviales recueillies sur l'emprise du projet seront transportées par un réseau de type PVC.

##### *IV.2.2.2. Dimensionnement*

**La norme NF EN 752** de juin 2017 définit une période de retour de 5 ans pour des projets de dimensionnement hydrauliques situés en zones commerciales et 10 ans pour des projets souterrains de grandes envergures.

Elle préconise également le choix d'une période de retour de 10 ans dans le cadre de projet où l'impact d'inondations due à un remplissage total du collecteur est considéré comme moyen à élevé, tels que les inondations dans des bâtiments occupés.

Suivant ces principes, et étant donné la part de surface impérialisée de la zone, le choix a été fait de considérer une pluie d'occurrence décennale pour le dimensionnement du bassin et réseaux d'eaux pluviales dans le cadre du projet.

## **Bassin de rétention**

Le bassin de rétention est dimensionné pour permettre le stockage des eaux de ruissèlement lors d'événements d'occurrence décennale en garantissant un rejet au milieu naturel avec un débit régulé à 5 l/s. Bien que la perméabilité soit minime à faible profondeur, le bassin sera ouvert et non imperméabilisé, favorisant l'infiltration.

## **Bassin d'infiltration**

Une fois les eaux stockées dans le premier bassin, celles-ci sont évacuées par un ouvrage de régulation de débit dimensionné à 5 L/s dans une canalisation jusqu'à un second bassin, dédié à l'infiltration.

Le débit régulé permet d'éviter une surcharge en eau du sous-sol pouvant provoquer des regorgements.

La profondeur du bassin sera redéfinie et validée lors d'une nouvelle étude de sol avec essais d'infiltrations au démarrage des travaux. Le but étant de trouver la couche de substrat permettant une infiltration optimale pour le débit convenu. Selon les résultats obtenus, la surface du bassin pourra également être ajustée.

### *IV.2.2.1. Collecte des eaux pluviales*

Les surfaces collectées prisent en compte dans le dimensionnement correspondent aux surfaces de voiries et espaces verts du bassin versant du projet.

Les eaux de ruissèlement du bassin versant contigu au projet transiteront vers leur exutoire actuel sans qu'elles impactent le réseau de la zone d'activité.

Les eaux pluviales seront collectées et acheminées par l'intermédiaire d'un réseau de canalisations enterrées vers le bassin de rétention. Les grilles existantes seront conservées et raccordées au nouveau réseau.

### *IV.2.2.2. Gestion d'événements pluvieux d'occurrence supérieure à 10 ans*

Dans le cas d'événements météorologiques provoquant l'atteinte des limites de stockage du bassin ainsi dimensionné, il est prévu une surverse du bassin vers les surfaces agricoles alentours sur lesquelles les eaux pourront s'écouler et s'infiltrer dans le sous-sol.

## IV.2.3. Effet sur la qualité des eaux - Pollution véhiculée par les eaux pluviales

### *IV.2.3.1. Pollution en phase travaux*

Différentes mesures seront mises en place afin de limiter et de contenir les pollutions pouvant découler des travaux.

#### Respect des normes et mise en place d'une fosse de décantation

Pendant les travaux, l'aménageur s'attachera à faire respecter les normes en vigueur par les entreprises intervenantes. En particulier, seront interdits :

- les déversements directs d'effluents, chargés en MES, dans les fossés,
- le stockage d'hydrocarbures et l'entretien des véhicules et engins sur le site.

Une fosse de décantation provisoire sera aménagée pendant toute la durée du chantier. Cette fosse permettra la décantation des matières en suspension avant évacuation des eaux de ruissellement.

L'aménageur fournira au gestionnaire du réseau un justificatif de la qualité des eaux avant rejet par l'exutoire au milieu naturel.

#### Terrassement en dehors des épisodes pluvieux intenses

Afin de limiter le risque de la mise en suspension de particules fines génératrices de turbidité au sein des aquifères et des eaux de surface, il conviendra d'éviter le maniement des matériaux durant les épisodes pluvieux intenses.

#### Mise à disposition de kits antipollution

Pour parer au cas d'un épanchement accidentel d'hydrocarbures sur le sol, un kit antipollution sera mis à disposition du personnel. Ces kits contiennent notamment un fût à fermeture étanche, des obturateurs et des matériaux absorbants. Les engins de chantier présents sur le site permettront de récupérer immédiatement les éventuels matériaux souillés avant de les évacuer vers une décharge agréée.

### *IV.2.3.2. Pollution en phase d'exploitation*

#### Broyage des déchets verts :

Le broyage des déchets verts s'effectue 3 à 4 fois par an maximum (nous sommes sur un volume de 75 à 100m<sup>3</sup> par jour de broyage) Une entreprise spécialisée vient avec son broyeur mobile sur une journée. Le broyat est ensuite emmené chez les agriculteurs partenaires pour de l'éco-compostage.

Selon l'article 22 de l'AMPG de la rubrique 2794 : « l'opération de broyage doit être couverte de manière à capter les émissions. Celles-ci sont traitées afin de réduire leur teneur en poussières ».

Dans notre cas, la mise en place de telles précautions s'avère surdimensionnée. Afin de contrôler les émissions de poussières, réaliser une mesure de poussière dans l'environnement proche de la zone de broyage (mesures autour du site) afin de contrôler ces émissions. La couverture de la zone de stockage pourra être envisagée ultérieurement.

Pour ce qui est du lessivage des poussières de broyage, les équipements de récupération des eaux pluviales seront suffisants à piéger le MES issues de ces broyages.

#### Ouvrage de rétention - décantation primaire

Le bassin de rétention permettra une décantation des matières en suspension (MES). Une fraction très importante de la pollution des eaux pluviales est fixée sur ces MES véhiculées par les eaux de ruissellement. On admet généralement que la décantation permet d'obtenir un abattement de 50 % à 80% de la charge initiale en MES (Matières En Suspension), DCO (Demande Chimique en Oxygène), DBO5 (Demande Biologique en Oxygène) et métaux. Cependant, le rendement est dépendant du type d'épisode pluvieux, du débit instantané, de la température de l'eau, de la forme des dispositifs...

Les déchets stockés sur l'emprise du projets généreront des MES qui peuvent être lessivées par les eaux pluviales. Les déchets dangereux seront dans des bâtiments fermés à l'abri des intempéries ne chargeront donc pas les eaux pluviales. Les lixiviats des zones de stockages des déchets verts ne demanderont pas de gestion supplémentaire. Ces lixiviats sont riches en matière organique qui sera facilement dégradable dans le bassin de rétention végétalisé. En effet, ces jus de déchets verts la zone de stockage de ces déchets, sera vidée régulièrement afin de limiter l'exposition aux intempéries et le développement d'odeurs. De plus, le terrassement de la zone de stockage est aménagé de telle sorte qu'il n'y ait pas d'accumulation d'eaux stagnantes. Ainsi, les eaux de ruissellement provenant de la zone de stockage des déchets verts transporteront principalement des MES qui seront captées dans les 1<sup>er</sup> bassin de rétention végétalisé. Les volumes de stockage seront de moins de

3 t/jr. Ils pourront ainsi être évacués de la déchetterie très régulièrement dans les centres de traitement prévus à cet effet pour compostage.

Les eaux de ruissellement seront dirigées sur un séparateur hydrocarbure qui permettra un premier abattement des MES avant le passage dans le bassin de rétention.

#### Pollution chronique et pollution en pointe pluvieuse du au trafic de la déchetterie :

Le flux de véhicules de la future déchetterie correspond au flux actuel de la déchetterie temporaire.

Pour l'année 2021, le flux de véhicules était d'environ 13 000 véhicules (lourds et légers) soit au maxi pendant la période estivale le nombre de véhicules dénombrés était de 65v/jr.

Le tableau ci-dessous présente les flux de véhicules de l'année 2021 pour la déchetterie de Vellerot-les-Belvoir :

Tableau 3 : Flux de véhicules pour l'année 2021 sur l'ancienne déchetterie

Flux véhicules lourds : 360 pour l'année 2021

Flux véhicules légers des particuliers :

MOIS	NBRE PASSAGES JOUR MINI	NBRE PASSAGES JOUR MAXI	TOTAL PASSAGES
JANVIER	13	61	612
FEVRIER	14	116	841
MARS	24	123	926
AVRIL	39	134	856
MAI	32	122	1116
JUIN	42	114	1049
JUILLET	42	127	1428
AOUT	49	121	1406
SEPTEMBRE	44	133	1241
OCTOBRE	27	112	1200
NOVEMBRE	17	116	877
DECEMBRE	6	62	478
<b>TOTAL ANNUEL 2021</b>			<b>12 030</b>

La surface de voirie par rapport à l'emprise du projet (13 900 m<sup>2</sup>) représente 26% de la surface du projet. La charge de pollution chronique due au lessivage des chaussées peut être évaluée avec la méthode préconisée par le SETRA (Annexe 4 : Calcul des charges de pollution chronique des eaux de ruissellement SETRA - 2006)

La charge polluante annuelle se calcule proportionnellement à la surface imperméabilisée. Soit :

- Ca = charge annuelle, en kg, de 0 à 10 000 v/j
- T = trafic global en v/j, quel que soit le pourcentage de poids lourds
- S = surface imperméabilisée en ha
- Cu = charge unitaire annuelle en kg/ha pour 1 000 v/j

Tableau 4 : Données pour le calcul des charges de pollution chronique (Source : Hydreel / Aout 2022)

Données concernant l'opération projetée		
Surface de voirie (surface imperméabilisée)	3 684	m <sup>2</sup>
Trafic moyen journalier *	50	Véhicules /jour
Pluie de pointe**	0,15	m
Hauteur Pluie moyenne annuelle***	1.5	m

\* Estimation de 50 véhicules / jour (Usagers de la déchetterie, livraison des bennes, employés...)

\*\* hauteur d'eau, en mètre, de l'événement pluvieux de pointe (limitée à 0,15 m) définie dans le rapport SETRA (Annexe 4)

\*\*\* source infoclimat.fr station Pontarlier moyenne de 1981 à 2010

L'expérimentation a montré que les impacts maximaux sont générés par une pluie d'été en période d'étiage. Les charges polluantes hivernales ne sont donc pas prises en compte. Les mesures issues des sites expérimentaux ont également montré que l'événement de pointe est proportionnel à la charge polluante annuelle, et est directement lié à la hauteur de pluie qui génère cet événement de pointe.

On admet généralement que la décantation permet d'obtenir un abattement de plus de 50% de la charge initiale en MES (Matières en suspension), DCO (Demande chimique en oxygène) et métaux. Cependant, le rendement est fonction du type d'épisodes pluvieux, du débit instantané, de la forme du dispositif. Nous prenons en compte que nous sommes dans un site restreint qui correspond à une infrastructure dont les abords limitent la dispersion de la charge. La charge unitaire annuelle est donc augmentée à 60kg au lieu de 40kg pour un site ouvert)

Le calcul des charges polluantes permet d'identifier les concentrations de rejet présentées dans le tableau 8 ci-dessous :

Tableau 5 : charges unitaires annuelles par ha imperméabilisé pour 50 v/jr selon la méthode de calcul SETRA 2006)

	MES	DCO	HAP
<b>Cu (en kg)</b> <i>Charge unitaire annuelle à l'ha imperméabilisé pour 1000v/jr</i>	60	60	0.15
<b>Abattement moyens des fossés enherbés</b>	65%	50%	50%
<b>Ca (kg/ha/an)</b> <i>Charge polluante annuelle</i>	1.11	1.11	$2,76.10^{-3}$
<b>Cm (en mg/l) Concentration moyenne des rejets</b>	0.08	0.11	$2,78.10^{-4}$
<b>Ce (en mg/l) Concentration émise en pointe</b>	0,24	0,35	$8,63.10^{-4}$

La DBO<sub>5</sub> demande biochimique en oxygène sur 5 jours n'est pas prise en compte dans ces calculs car elle n'est pas caractéristique de ce type de pollution très peu biodégradable (à titre indicatif le rapport DCO/DBO<sub>5</sub> est de l'ordre de 6 dans les eaux pluviales routières).



L'abattement qui est porté au dossier doit être orienté vers l'objectif visé, à savoir, pour la pluie retenue d'une période de 10ans :

Tableau 6 : Résultats classification des eaux après filtres plantés

	Objectifs	Projet
MES (mg/L)	< 25	0,24
DCO (mg/L)	< 125	0,35
HAP (mg/L)	0.5	8,63.10 <sup>-4</sup>

L'influence du trafic de la déchetterie est négligeable sur le niveau de rejet des eaux de ruissellement.

Le niveau de rejet maximal pour la DBO<sub>5</sub> est fixé à 25mg/L. Ce paramètre sera influencé par la pollution en matière organique pouvant être apportée par les lixiviats de déchets verts qui sont riche. Cette matière organique est piégée à 80% dans les MES qui seront filtrées par le séparateur à hydrocarbure ainsi que par le bassin de rétention végétalisé. De plus, cette matière organique biodégradable est évaluée par l'intermédiaire de l'oxygène consommé par les micro-organismes impliqués dans les mécanismes d'épuration naturelle. L'abattement de la DBO<sub>5</sub> sera réalisé par les organismes participant à l'épuration des effluents dans les bassins végétalisés.

Le projet comporte une grande part de surfaces imperméabilisées véhiculées. Les eaux de pluies ruisselées sur la voirie seront récupérées en totalité puis acheminées vers un séparateur à hydrocarbures correctement dimensionné placé en amont du bassin de rétention. Selon La norme DIN 1999-1001, la teneur résiduelle en hydrocarbures des eaux rejetées sera limitée à 5 mg/L. Ensuite ces eaux connaîtront un second prétraitement par décantation dans le bassin avant le déversement vers le bassin d'infiltration. La périodicité d'entretien de ce séparateur à hydrocarbures est au minimum de 1 fois par an ou après chaque événement de pollution accidentelle où une vidange et un nettoyage devront être réalisés suivant la procédure fournie avec l'équipement.

#### Confinement des pollutions accidentelles :

En cas de pollution accidentelle sur la voirie du projet, les eaux polluées (matières dangereuses, eaux d'incendie) seront collectées par le réseau interne et envoyées vers le bassin de rétention. Une vanne installée à l'exutoire du bassin permettra d'isoler la charge polluante (confinement) dans les canalisations et sur la voirie en attendant la dépollution, afin d'éviter le déversement dans le milieu naturel et le bassin de rétention, ce dernier n'étant pas imperméabilisé.

La zone de confinement des eaux d'incendie sur le projet se situe sur la chaussée. Cette zone est imperméable, entièrement bétonnée.

Un regard avec une vanne d'isolement sera posé en amont du séparateur hydrocarbures. En cas de déversement accidentel ou d'incendie sur le site, il est prévu la fermeture de ces vannes pour ne pas polluer le bassin de rétention et éviter le déversement au milieu naturel.

Le projet prévoit des bordures chasse-roues de type GSS2 en aval de la plateforme inférieure de la déchetterie, de part et d'autre de la zone de dépôt des déchets verts dans le but de confiner les eaux polluées à même cette plateforme.

Avec une capacité de 220 m<sup>3</sup> sur une surface de 5 177 m<sup>2</sup>, sans compter les volumes capables des regards à grilles et canalisations d'eaux pluviales avant la vanne d'isolement, la zone peut accueillir :

- Les eaux d'extinction correspondant au volume de la réserve incendie, soit 120 m<sup>3</sup>
- Le volume de produits libérés lors de l'incendie de 50 m<sup>3</sup>
- Présence stock de liquides : 50m<sup>3</sup>

La figure 10, page suivante, présente l'emprise des eaux polluées confinées

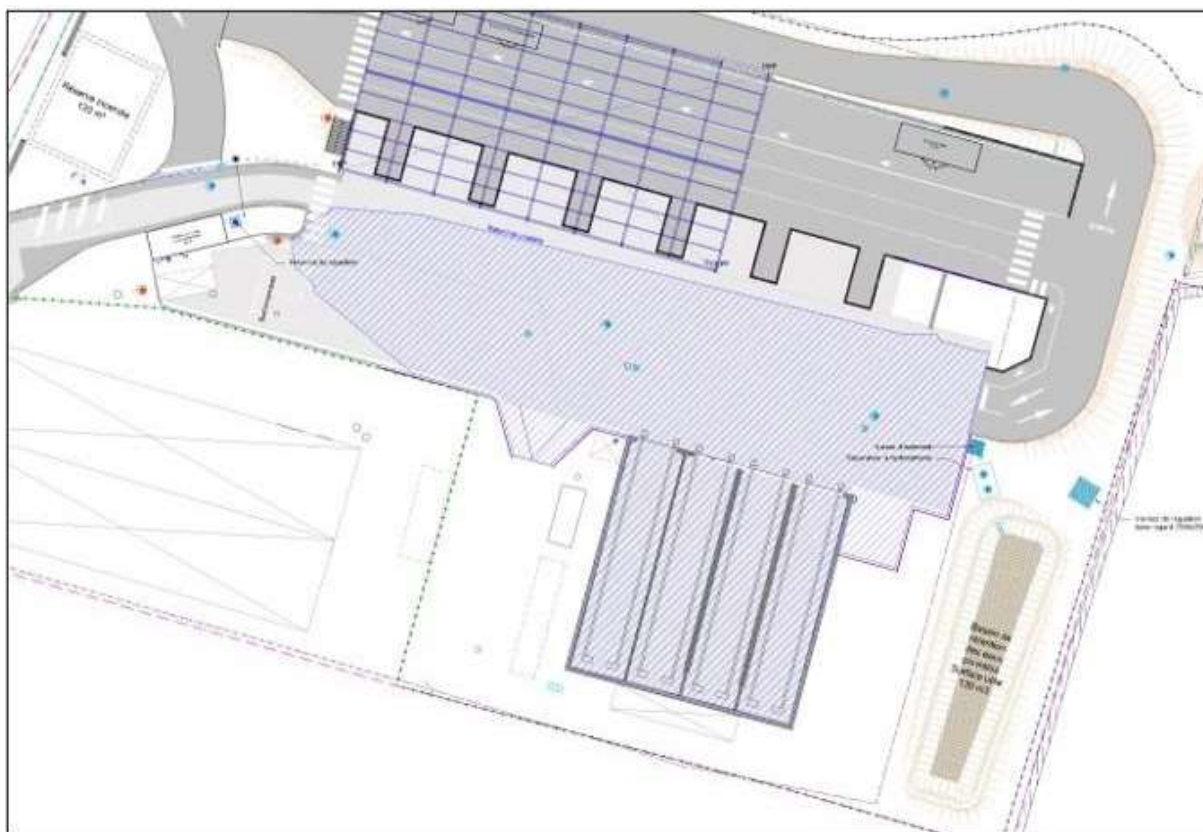


Figure 10 : schéma de l'emprise des eaux polluée confinées.

Selon l'article 29IV de l'arrêté du 26/03/2012 « Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées »

- les eaux polluées seront bien confinées sur la zone décrite afin d'être récupérées et traitées dans la filière de traitement appropriée. De plus, hors incendie ou déversement accidentel, tous les stockages liquides seront sur rétention respectant les volumes de stockages correspondants il n'y aura donc pas de contamination des eaux de voirie avant le bassin de rétention.

En fonctionnement normal, les eaux sont dirigées vers le bassin de rétention de 130m<sup>3</sup> en passant par un déshuileur. Ce bassin n'est pas imperméabilisé. La perméabilité du sol du site étant très faible, Il a été décidé d'installer à la sortie de ce bassin de rétention une vanne à débit régulé de 5L/s correspondant au taux d'infiltration naturelle de la zone pour être diriger vers le bassin d'infiltration servant d'exutoire des eaux du projet.

#### IV.3. Proposition sur le type d'usage futur du site après cessation d'activité :

Lorsque que l'installation sera mise à l'arrêt, des mesures ont été émises par le propriétaire du site, commune de communes du Pays de Sancey-Belleherbe, acceptés par le maire de la commune de Rahon (Courriers réciproques en annexe 5 et 6).

Les mesures de remise en état du site prises ou envisagées comporteront notamment :

- L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- Des interdictions ou éliminations d'accès au site ;
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Les justificatifs de ces opérations seront mis à disposition du préfet et des installations classées (Bordereau de suivi des déchets, nom et adresse des repreneurs des produits, équipements, factures, nom et adresse des transporteurs...).

Si l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à un nouvel usage, l'exploitant transmettra au préfet un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation.

Les mesures comportent notamment :

- Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires,
- Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur,
- En cas de besoin, la surveillance à exercer,
- Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, les cas échéant, des disposition proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Ces mesures de remises en état permettront, comme le suggère le propriétaire du site, l'installation de nouvelles industries sur le site existant.

#### IV.4. Comptabilité du projet avec les objectifs du SDAGE et de l'EPTB

##### IV.4.1. Comptabilité avec les orientations du SDAGE

A chacune de ces orientations sont associées des dispositions devant permettre d'atteindre les objectifs fixés. En relations avec le projet objet de ce dossier, on peut identifier les différentes dispositions présentées dans le tableau ci-après.

Tableau 7 : Compatibilité du projet avec le SDAGE et l'EPTB

Orientations fondamentales et dispositions du SDAGE 2010-2015		Compatibilité du projet
OF 0	0-02 Nouveaux aménagements et infrastructures : garder raison et se projeter sur le long terme	Le projet a pour but de réhabiliter un site de méthanisation en conservant les bâtiments et infrastructures existants
OF 2	2-01 Mettre en œuvre de manière exemplaire la séquence « éviter-réduire-compenser »	La réhabilitation d'un site existant à l'abandon permet de s'intégrer dans une démarche de limitation de l'urbanisation
	2-02 Evaluer et suivre les impacts des projets	-
	2-03 Contribuer à la mise en œuvre du principe de non-dégradation via les SAGE et contrats de milieu	Les points établis dans le contrat de milieu sont décrits dans le chapitre suivant.
OF 5B	5A-04 Eviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées	Pour compenser les débits liés aux surfaces imperméabilisées nouvelles et existantes, le projet intègre un bassin de rétention permettant de réduire les débits afin de restituer les eaux de ruissellement au milieu naturel sur le site.
OF 8	8-06 Favoriser la rétention dynamique des écoulements	Des bassins de rétention seront créés avec rejet par infiltration, ce qui créera une dynamique permanente de l'écoulement par temps de pluie.

##### IV.4.2. Compatibilité avec les objectifs de l'EPTB Saône et Doubs

Le projet sera en adéquation avec les 3 grandes lignes du contrat de rivière Doubs établi par l'EPTB Saône et Doubs :

#### 1. **Préserver et restaurer les fonctionnalités écologiques et morphologiques des cours d'eau et milieux aquatiques associés**

Le projet n'aura aucun impact sur les fonctionnalités d'un cours d'eau.

#### 2. **Améliorer la qualité physico-chimique des eaux**

Aucun produit phytosanitaire ne sera utilisé pour l'entretien du site.

#### 3. **Instaurer une dynamique globale et de concertation sur le bassin versant, et une démarche de communication et de sensibilisation autour des problématiques liées à l'eau**

L'ensemble des lots devront gérer leurs eaux pluviales à la parcelle.